

DECLARATION DE LOME

DECLARATION DE LOME

NOUS, Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), réunis à Lomé, du 10 au 12 juillet 2000, dans le cadre de la 36^{ème} session ordinaire de notre Conférence,

Fermement attachés aux principes et objectifs fondamentaux inscrits dans la Charte de l'OUA par les Pères fondateurs, à savoir; l'indépendance politique, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, la promotion de la paix, de la sécurité, de la coopération et du développement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;

Interpellés par la persistance des situations conflictuelles et des manifestations de violence qui affectent sérieusement la sécurité et la stabilité de nos Etats, en même temps qu'elles entravent considérablement nos efforts de développement,

Convaincus de la nécessité d'œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité régionale et internationale, conformément aux Chartes de l'Organisation des Nations Unies et de l'OUA ;

Notant avec inquiétude que la réforme du Conseil de sécurité en vue d'adapter sa composition et son fonctionnement aux exigences nouvelles, tarde à se réaliser,

Déplorant que la communauté internationale n'ait pas toujours accordé l'attention requise à la gestion des conflits en Afrique comme elle l'a constamment fait dans d'autres régions du monde et que les efforts engagés par les Africains eux-mêmes dans le domaine du maintien de la paix, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne sont pas suffisamment soutenus aux plans financier et logistique,

Gravement préoccupés par le nombre croissant des réfugiés et des personnes déplacées sur le continent africain, résultant de l'ensemble de ces conflits ;

Déplorant également la détérioration constante des cours des matières premières et les obstacles qui limitent l'accès des pays africains au commerce international,

Préoccupés par les effets néfastes de l'endettement sur les économies africaines et gravement préoccupés par la diminution constante des ressources de l'APD et des investissements dans nos pays,

Reconnaissant que le progrès et le développement économique et social de l'Afrique passent par l'intégration des économies africaines, telle que préconisée par le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine,

Considérant l'impérieuse nécessité de renforcer les économies africaines afin de leur permettre de tirer un meilleur parti du processus de mondialisation,

Soulignant l'importance de l'apport de la communauté internationale aux efforts des Etats africains en vue d'un développement durable, facteur de paix et de sécurité,

Soulignant également l'importance du transfert de technologie pour le développement industriel de l'Afrique,

Reconnaissant également que la misère, la pauvreté, la faim, la maladie, l'injustice, l'analphabétisme et la guerre constituent des obstacles majeurs au développement et à l'épanouissement de nos peuples,

Rappelant l'importance de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités dans le processus de développement de l'Afrique,

Reconnaissant aussi la place et le rôle prépondérant de la femme africaine dans le processus de développement économique, social humain et culturel et dans l'édification d'une société africaine, harmonieuse et prospère,

Considérant également que la criminalité transfrontalière, la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre, le trafic des drogues, la corruption et le terrorisme constituent de graves menaces à la sécurité et à la stabilité et entravent le développement économique et social harmonieux du continent,

Ayant à l'esprit notre Décision AHG/Dec. 137 (XXV) de juillet 1999 sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre ;

Notant également avec inquiétude que la situation de millions d'enfants africains se détériore chaque jour davantage du fait de la guerre, de leur enrôlement dans les conflits armés et de leur exploitation abusive à bien des égards,

Rappelant également la nécessité d'appliquer la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant,

Vivement préoccupés par l'ampleur de la propagation du VIH/SIDA et des ravages causés par d'autres pandémies, telles que le paludisme, qui entravent gravement les efforts de développement de l'Afrique,

Préoccupés également par les effets dévastateurs des catastrophes naturelles sur la vie de nos populations et sur les économies nationales et régionales ;

Conscients que le développement, la démocratie, le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme, la bonne gouvernance, la tolérance et la culture de la paix sont des facteurs essentiels à l'instauration et au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité,

Convaincus également que la diversité culturelle, ainsi que le dialogue des civilisations sont sources d'enrichissement et de progrès,

Réitérant notre foi en la Déclaration de Syrte du 09 septembre 1999,

1. **REAFFIRMONS** notre ferme volonté de faire de l'an 2000, l'Année de la paix, de la sécurité et de la solidarité en Afrique, conformément à la Déclaration AHG/Decl.2 (XXXV) de notre 35^{ème} session ordinaire, tenue à Alger, du 12 au 14 juillet 1999 ;
2. **PRENONS L'ENGAGEMENT** d'intensifier nos actions en faveur de la paix et d'appuyer les efforts visant au règlement pacifique des conflits en Afrique, notamment par le renforcement du Mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, ainsi que des capacités africaines de gestion des conflits et de maintien de la paix et de la sécurité ;
3. **ENCOURAGEONS VIVEMENT** la coopération en matière de maintien de la paix et de la sécurité entre l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et les organisations régionales africaines ;
4. Reconnaissant l'expansion des activités des Nations Unies en matière de maintien de la paix et la nécessité de mobiliser les ressources adéquates pour un déploiement rapide et efficace des forces de maintien de la paix, **SOULIGNONS** qu'il est important de prendre les mesures nécessaires pour la mise en place d'un système adéquat de financement de toutes les activités des Nations Unies en matière de maintien de la paix ;
5. Tout en rappelant que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité des Nations Unies, **INVITONS INSTAMMENT** l'ONU et la communauté internationale à accorder l'attention voulue à la gestion et au règlement des conflits en Afrique et à appuyer activement les initiatives déployées au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ;
6. **REAFFIRMONS EGALEMENT** la nécessité de poursuivre les efforts en vue de réaliser le désarmement général et complet, y compris le désarmement nucléaire, comme moyen d'atteindre les objectifs de paix et de sécurité régionales et internationales ;
7. **NOUS ENGAGEONS** à nous attaquer aux causes profondes du problème des réfugiés et des personnes déplacées et à créer des conditions

propices au rapatriement volontaire des réfugiés et au retour des personnes déplacées dans leurs communautés d'origine ;

8. **SOMMES RESOLUS** à sauvegarder l'Afrique comme zone exempte d'armes nucléaires, conformément au Traité de PELINDABA, signé au Caire, le 11 avril 1996, et **REAFFIRMONS** notre volonté de tout mettre en œuvre en vue de son entrée en vigueur rapide ;
9. **NOUS ENGAGEONS EGALEMENT** à combattre vigoureusement la criminalité transfrontière, la prolifération, la circulation, et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre, le trafic des drogues et la corruption et le terrorisme;
10. **NOUS FELICITONS** du moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères et de petit calibre en Afrique mis en place dans les Etats membres de la CEDEAO et **ENCOURAGEONS** la mise en place de mécanismes similaires dans les autres régions ;
11. **SOULIGNONS** la nécessité pour les Etats africains de prendre activement part à la Conférence mondiale de 2001 sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ;
12. **LANCONS UN APPEL SOLENNEL** aux Etats membres pour qu'ils accélèrent la procédure de ratification de la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, signée à Alger, le 14 juillet 1999 ;
13. **REITERONS** notre détermination à continuer de promouvoir le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance dans nos pays ;
14. **REAFFIRMONS AUSSI** l'impérieuse nécessité d'accélérer la réforme du Conseil de sécurité et de faire en sorte que sa composition soit plus représentative de l'universalité de l'Organisation, condition d'une crédibilité plus accrue ;
15. **SOMMES FERMEMENT RESOLUS** à hâter le processus d'intégration africaine, notamment par :
 - une coopération dynamique entre les communautés économiques régionales ;
 - la promotion des échanges intra et inter-régionaux ; et
 - la rationalisation et l'optimisation des centres régionaux de formation et de renforcement des capacités en Afrique conformément au Traité d'Abuja de 1991 instituant la Communauté économique africaine ;

16. **RAPPELONS AVEC SATISFACTION** le succès du Sommet Afrique-Europe, tenu du 3 au 4 avril 2000 au Caire, Egypte, qui a été un événement historique visant à renforcer la coopération et à élaborer une nouvelle stratégie de partenariat entre les deux continents, et **DEMANDONS INSTAMMENT** la poursuite des efforts visant à mettre en œuvre les décisions contenues dans la Déclaration et dans le Plan d'action du Caire ;
17. **REAFFIRMONS PAR AILLEURS** notre adhésion à la Déclaration et au Plan d'action du Sommet de Libreville et le Sommet Social de Copenhagen sur la croissance et la réduction de la pauvreté en Afrique, et **RENOUVELONS NOTRE ENGAGEMENT** à la mise en œuvre de ce Plan ;
18. **INVITONS** les pays industrialisés, à prendre des initiatives plus hardies et novatrices visant l'annulation totale de la dette des pays africains ;
19. **CONVENONS** de redynamiser le Groupe de contact de l'OUA sur la dette extérieure de l'Afrique, en vue de poursuivre la recherche de solutions appropriées au lancinant problème de la dette ;
20. **DEMANDONS** à la communauté internationale de tout mettre en œuvre pour que la mondialisation serve les intérêts de tous les pays sans discrimination aucune et, en particulier, permette la participation effective de nos pays au système commercial mondial, de manière à nous aider à jeter les bases d'une croissance durable et équitable ;
21. **REAFFIRMONS D'AUTRE PART** notre volonté d'agir résolument pour éliminer la pauvreté, l'analphabétisme et les inégalités sociales dans nos pays et **APPUYONS** à cet égard, l'initiative visant la création d'un Fonds mondial de solidarité;
22. **INVITONS EGALEMENT** les Etats membres à renforcer les mesures visant la mise en œuvre du Programme d'action de la Décennie de l'éducation en Afrique (1997-2006), et **SOUTENONS** les résolutions de la Conférence de l'UNESCO sur l'éducation, tenue à Dakar du 24 au 28 avril 2000 ;
23. **ENCOURAGEONS EGALEMENT** la mise en place et la promotion des nouvelles technologies de la communication et de l'information comme de précieux outils de promotion de la culture, de l'éducation et du développement ;

24. **REAFFIRMONS ENFIN** notre volonté à mettre en œuvre toutes les déclarations pertinentes de l'ONU et de l'OUA pour l'élimination rapide et définitive de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et **ENCOURAGEONS** la participation plus accrue des femmes à tous les niveaux de la gestion des Affaires publiques et de développement;
25. **EXHORTONS** les Etats membres à mettre en œuvre des politiques qui contribuent à la promotion et à la jouissance des droits de l'enfant, ainsi qu'au plein épanouissement physique, intellectuel et moral des enfants dans un environnement de paix, de sécurité et de stabilité ;
26. **INVITONS AUSSI** la communauté internationale à appuyer nos efforts dans la promotion des soins de santé et en particulier dans la lutte contre le paludisme et le SIDA, ainsi qu'il ressort des décisions et des résolutions du Sommet des Chefs d'Etat africains et de la réunion ministérielle de l'OUA sur ces questions ;
27. **SOUTENONS FERMEMENT** la création d'un mécanisme africain pour la prévention et la maîtrise des catastrophes naturelles et le renforcement des ressources des Fonds pertinents afin de réduire les effets destructeurs des catastrophes naturelles en Afrique ;
28. Réaffirmant que le développement de l'Afrique incombe au premier chef à nos gouvernements et à nos peuples, **SOMMES DETERMINES A** consolider les bases d'un développement équitable et durable axé sur l'homme et fondé sur des politiques économiques viables, la justice sociale, le respect des droits de l'homme et la bonne gestion des affaires publiques, afin de parvenir à la transformation structurelle accélérée de nos économies ;
29. **NOUS ENGAGEONS SOLENNELLEMENT ET FINALEMENT**, à cette fin, à soutenir avec conviction tous les efforts tendant à défendre et à promouvoir les intérêts de l'Afrique dans le cadre de la construction de l'Union africaine, telle que préconisée par la Déclaration de Syrte du 9 septembre 1999, afin de faire de l'Afrique un continent plus uni, fort et prospère, et pleinement responsable de son destin.